

Centre Hospitalier universitaire de REIMS (51)

Marchés de Contrôle Technique relatif à la Construction du Nouvel
Hôpital du Centre Hospitalier Universitaire de Reims - Phase 2

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
CCAP – Mission Contrôle Technique
Cahier des Clauses Administratives Particulières

Novembre 2025

Pouvoir adjudicateur

CHU DE REIMS
45 rue Cognacq-Jay
51092 REIMS CEDEX



Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

A2MO Nancy
10 rue Victor Poirel
54000 NANCY



TABLE DES MATIERES

A	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1	Objet du marché - Domicile du titulaire	4
2	Réalisation de prestations similaires	4
3	Intervenants	4
3.1	Maître de l'ouvrage et pouvoir adjudicateur	4
3.2	Assistant Maître d'Ouvrage	5
3.3	Maîtrise d'œuvre	5
3.4	Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé)	6
3.5	Contrôle technique au sens des articles L 125-1 à 6 du Code de la Construction et de l'Habitation	6
3.6	Sous-traitance	6
4	Assurances avant et après travaux	7
4.1	Responsabilité Civile	7
4.2	Responsabilité Décennale	7
4.3	Absence ou insuffisance de garantie	7
4.4	Assurances éventuellement souscrites par le maître d'ouvrage	8
B	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
5	Pièces particulières	8
6	Pièces générales	9
C	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
7	Tranche(s) optionnelle(s)	9
8	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	9
8.1	Forfait de rémunérations	9
8.2	Contenu des prix	9
9	Mode de règlement des comptes	10
9.1	Avances	10
9.2	Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif	11
9.3	Solde	12
9.4	Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde	13
9.5	Répartition des paiements	13
10	Variation dans les prix	13
10.1	Forme du prix	13
10.2	Mois d'établissement des prix du marché	14
10.3	Choix de l'index de référence	14
10.4	Modalités de révision des prix	14
10.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée	14
11	Paiement des co-traitants et des sous-traitants	14
11.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché	14

11.2	Modalités de paiement direct par virements	14
D	DELAÏ(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	15
12	Délai d'exécution.....	15
13	Pénalités en cas de modification non validée du représentant désigné du titulaire	15
14	Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier	15
15	Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le BC est convoqué	15
16	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage	15
17	Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique	16
E	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
18	Retenue de garantie ou cautionnement	16
F	RECEPTIONS DES PRESTATIONS	16
G	DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION	17
H	REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	18
I	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

A OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1 Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la mission de **Contrôle Technique dans le cadre de la :**

Construction du Nouvel Hôpital du Centre Hospitalier Universitaire de Reims - Phase 2

Concernant le marché de Contrôle Technique : le marché est un marché de prestations intellectuelles. Il porte sur la réalisation d'une mission de « Contrôle Technique (CT) » de la construction, en application des articles L.125-1 à L.125-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La description des missions et leurs spécifications sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du lieu du chantier, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Cette deuxième consultation de Mission de bureau de contrôle technique s'impose au CHU de Reims suite à la résiliation du marché de bureau de contrôle technique initial.

2 Réalisation de prestations similaires

Si durant la phase de conception ou de chantier du présent marché, le Maître d'ouvrage est amené à réaliser des travaux complémentaires, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables suivant l'article R.2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des travaux de la présente opération et ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

3 Intervenants

3.1 Maître de l'ouvrage et pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de Reims. La personne signataire du marché est Madame la Directrice Générale.

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

45 rue Cognacq-Jay
51092 REIMS CEDEX

Représenté par la Directrice Générale du CHU de REIMS

3.2 Assistant Maître d’Ouvrage

L’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage est assurée par :

A2MO – Agence de Nancy

10 rue Victor Poirel

54000 Nancy

Représenté par Mme VIEAU Alexandra – Directrice d’agence

3.3 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d’œuvre est le groupement dont le mandataire est PARGADE ARCHITECTES

La fonction de maîtrise d’œuvre comprenant :

- **Éléments de mission de base (tranche ferme) :**

Le Maître d’ouvrage envisage de confier au Maître d’œuvre une mission de BASE au sens de l’article R.2431-4 du Code de la Commande Publique, composée des éléments suivants :

<u>Code</u>	<u>Désignation</u>
ESQ	Esquisse
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet détaillé
PRO-DCE	Études de projet / Dossier de Consultation des Entreprises
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
VISA	Visa des études réalisées par l’entreprise titulaire
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

Sont assorties les missions complémentaires suivantes :

Code	Désignation
DIAG	Diagnostic des existants lots techniques, structures et VRD
CSSI	Mission de Coordination Sécurité Incendie

- **Missions complémentaires (tranches optionnelles)**

Le maître d'ouvrage pourra confier au maître d'œuvre les missions suivantes :

Code	Désignation
Tranche optionnelle A QUANT	Quantitatifs pour tous les lots du DCE : structures, techniques et architecturaux
Tranche optionnelle B OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
Tranche optionnelle C SYN	Etudes de synthèse
Tranche optionnelle D BIM Management	Mission de BIM Management pour la totalité de la durée de l'opération (y compris chantier et établissement des DOE)
Tranche optionnelle E Micro-implantation spatiale	Micro-implantation spatiale des terminaux mobiliers et équipements biomédicaux
Tranche optionnelle F Architecture / Design d'intérieur	Architecture / Design d'intérieur

3.4 Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé)

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage a missionné un Coordonnateur SPS.

C'est l'entreprise **SOCOTEC** qui a été mandatée pour effectuer cette mission, représentée par **M DUMONT Nicolas**.

Les compétences du / des coordonnateur(s) impliqués(s) sur la mission seront de niveau 1 ; conformément au CCTP du marché correspondant.

3.5 Contrôle technique au sens des articles L 125-1 à 6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionnera un Contrôleur Technique.

Les compétences du Contrôle Technique sur la mission seront de niveau 1 ; conformément au CCTP du marché correspondant.

3.6 Sous-traitance

3.6.1 Pour la mission de Contrôle Technique (CT)

Les candidats au moment de l'offre, tout comme le titulaire postérieurement à la conclusion du marché, peuvent envisager le recours à la sous-traitance pour l'exécution partielle du marché à condition d'avoir obtenu

du Centre Hospitalier Universitaire l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les candidats au moment de l'offre, tout comme le titulaire postérieurement à la conclusion du marché, préciseront le ou les domaines d'intervention pour le(s)quel(s) il(s) aura (auront) recours à la sous-traitance ainsi que la quantité, la nature des prestations et les coûts de celle-ci. Il devra identifier ses sous-traitants.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

4 Assurances avant et après travaux

4.1 Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

4.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

4.3 Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus.

Si elles ne sont pas adressées au Maître d'ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'ouvrage exigera de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire, les assurances nécessaires aux lieux et place de l'entreprise. **Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances seront de plein droit déduites du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations auraient été sous-traités.**

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'Entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

4.4 Assurances éventuellement souscrites par le maître d'ouvrage

4.4.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier couvrant, à concurrence de leur montant, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant. Au cas où cette garantie serait souscrite, l'information en sera donnée aux différents intervenants liés directement au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage et impliqués dans la conception et direction des travaux. La franchise sera supportée par l'entreprise ou les entreprises dont les corps d'état sont endommagés. A défaut de pouvoir être supportée par l'entreprise du fait de sa défaillance financière, elle est imputée au responsable du sinistre s'il est différent ou à défaut encore au compte prorata du chantier.

4.4.2 Dommages Ouvrage

Le maître d'ouvrage souscrira éventuellement une police Dommages Ouvrage conformément à la loi 78-12 du 4 janvier 78 et textes subséquents et notamment l'ordonnance du 8 juin 2005 et conformément à l'annexe II de l'article A243-1 du Code des assurances.

4.4.3 Contrat CCRD

Pour les opérations de plus de 15 millions d'euros HT, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) dont la garantie comportera une franchise à hauteur de 10 millions d'euros pour les entreprises titulaires des lots concernant la structure et le gros œuvre, de 6 millions d'euros pour les entreprises titulaires des autres lots et de 3 millions d'euros pour les autres constructeurs.

Il est précisé ici à toutes fins utiles que le CCRD garantira aussi les sous-traitants de tous rangs avec une clause de renonciation à recours de l'assureur CCRD à leur égard. Le Maître d'œuvre s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le maître d'ouvrage auquel il donne mandat, pour négocier les clauses et souscrire pour son compte, conformément à l'article L 112-1 du Code des Assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

4.4.4 Obligations du titulaire

La souscription de contrats d'assurances par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de 10 ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

B PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

5 Pièces particulières

- ▶ L'acte d'engagement (AE) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- ▶ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi en cas de litige ;

- ▶ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

6 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article C10.2:

- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles ;
- ▶ Le Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- ▶ Les agréments du CSTB pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le maître d'ouvrage,
- ▶ Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérés dans la REEF
- ▶ Le code de l'Urbanisme, le code de la Construction et de l'Habitation

Sauf définition explicite des pièces particulières du marché, les documents généraux s'entendent : la dernière édition parue au plus tard dans le mois qui précède celui où se situe la date limite pour la remise des prix.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres.

Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

C PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

7 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet

8 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

8.1 Forfait de rémunérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

8.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations de l'assistant du maître d'ouvrage.

A programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. Il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le titulaire n'a pas de part de responsabilité. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- à l'établissement des situations de travaux, en vue des règlements d'acomptes,
- à la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévus au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

9 Mode de règlement des comptes

Le maître d'ouvrage pourrait opter pour la mise en place du service EDIFLEX d'échange dématérialisé des situations de travaux et de prestations intellectuelles.

Le titulaire est tenu d'utiliser ce service d'échange dématérialisé des situations de travaux et de prestations intellectuelles entre les entreprises, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

9.1 Avances

9.1.1 Avance

Une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique, notamment ses articles R.2191-3 et suivants, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

Il sera fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. Le pourcentage retenu pour le calcul de l'avance, selon ces dispositions, est fixé à 5 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché ou de la tranche affermie.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC du montant toutes taxes comprises des prestations qui sont confiées au titre du marché ou de la tranche affermie. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

9.1.2 Avance aux sous-traitants

Conformément aux Articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique, sur la base d'un pourcentage de 5,00 %, au montant des prestations sous-traitées. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65,00 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00 %.

9.2 Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif

En complément à l'article 11 du CCAG PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

9.2.1 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Cette répartition est reprise et précisée en annexe 1 de l'acte d'engagement.

9.2.2 Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, réglés en fonction de l'avancement de la prestation dans les conditions suivantes :

- Analyse des projets phase concours maîtrise d'œuvre :

Sans objet

- Phase conception

Les prestations incluses dans la phase « études de conception » font l'objet :

* d'un règlement 100% de l'élément prise de connaissance du PC initial et de ses attendus après validation du MOA

* d'un règlement 100% de l'élément prise de connaissance du DCE travaux après validation du MOA

* d'un règlement 100% de l'élément prise de connaissance du RICT établi par le bureau de contrôle technique sortant après validation du MOA

* d'un règlement 100% de l'élément à la validation de la mise à jour du RICT après validation du MOA

* d'un règlement 100% de l'élément avis sur PCM après validation du MOA

- Phase Examen des documents d'exécution

Examen des documents d'exécution 100% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux.

- Phase examen sur chantier des ouvrages Chantier

80% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux
20% à la date de fin des opérations préalables à la réception.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération en phase travaux pourra être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission

- Vérification finales et période de garantie

*Avant réception et visite de la commission de sécurité 50%

*à la remise du rapport final après le PV de la commission de sécurité et la levée des réserves. 30%

*à la fin de la GPA éventuellement prolongée : 20 %

Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le titulaire pourra bénéficier d'acomptes dont la fréquence pourra être mensuelle, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R2191-21 du code de la commande publique. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le titulaire conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte, ce dernier montant étant celui visé à l'article 9.2.1 ci-dessus.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

En dérogation à l'article 11 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire présentera au maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires par le service EDIFLEX qui est mis en place pour l'opération.

Les dates de présentation des situations par le titulaire, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service et défini dans la convention d'interchange.

Les projets de décomptes mensuels pourraient être pris en charge et gérés par le service EDIFLEX qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service EDIFLEX évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur papier, l'envoi de lettres recommandées.

c) Décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.6 du CCAG PI, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Pour l'application de l'article 11.8 du CCAG-PI les décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur papier, l'envoi de lettres recommandées.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment),

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- Les pénalités appliquées

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage qui terminera le circuit de validation sur le service EDIFLEX :

Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant total de l'acompte à verser,

Le maître de l'ouvrage pourrait utiliser le service EDIFLEX pour notifier au titulaire l'état d'acompte. S'il modifie le projet du titulaire, il joint le décompte modifié.

9.3 Solde

En dérogation à l'article 11-7 du CCAG-PI, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au CCTP du présent marché, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Cette transmission se fera par le service EDIFLEX.

9.3.1 Décompte final

Le décompte final établi par le Maître d'Œuvre comprend :

- a) Le forfait de rémunération ;

- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article D17 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

9.3.2 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et **par dérogation à l'article 43 du CCAG PI**, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le titulaire du décompte général notifié, le titulaire doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. En dérogation à l'article 43.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

9.4 Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont ceux fixés à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

9.5 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

10 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

10.1 Forme du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 0 ci-après.

10.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la remise de l'offre, mois appelé « mois 0 ».

10.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

10.4 Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 10.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois M correspondant au mois d'exécution des prestations telles que prévue à l'article 9.2.2

10.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

11 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

11.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1 du C.C.A.G-PI et dans l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG Prestations Intellectuelles ;
- le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial :

L'ensemble des déclarations et attestations prévues conformément à l'article R2193-1, notamment la déclaration indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

11.2 Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les prestations du marché, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct instituée par la loi du 31 Décembre 1975. A cette fin, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un co-traitant d'un groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des co-

traitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

D DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Les pénalités décrites ci-dessous viennent en complément des différentes pénalités déjà prévues au CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G./PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G./PI.

12 Délai d'exécution

Se reporter à l'acte d'engagement.

13 Pénalités en cas de modification non validée du représentant désigné du titulaire

En complément de l'article 3.4.3 du C.C.A.G./PI, le changement d'une personne physique (ou de son rôle) mentionnée à l'acte d'engagement sera sanctionné d'une pénalité de 5 000 euros, sauf justification qu'il s'agit d'un cas de démission du salarié ou d'un cas de force majeure.

Dans l'hypothèse dans laquelle le titulaire ne serait pas en capacité de proposer une personne de niveau équivalent, le titulaire sera sanctionné d'une pénalité de 5 000 euros, le cas échéant en complément de celle mentionnée ci-dessus.

14 Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier

Le présent titulaire doit être présent à toutes les réunions de chantier, réunions des maîtrises et réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (Maître d'ouvrage, Assistant maître d'ouvrage et Maître d'œuvre).

En cas d'absence non excusée par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant du Maître d'Ouvrage du titulaire conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 300 euros TTC ou 50 euros TTC par demi-heure de retard.

15 Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le BC est convoqué

Un mail du Maître d'Ouvrage et /ou de l'Assistant du Maître d'Ouvrage et/ou les PV de réunions des maîtrises valent convocation du titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence du titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage et/ou l'Assistant Maître d'Ouvrage conviés à ces réunions spécifiques, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 300 euros TTC ou 50 euros TTC par demi-heure de retard.

16 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 300 euros TTC, par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G-PI.

Le délai de production des documents est fixé à 10 jours calendaires. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables

17

Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le contrôleur technique en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique ».

Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

$$\text{Ecart} = \text{Mtxsuppct} / \text{Mtx}$$

Dans laquelle :

- Mtxsuppct : représente le montant total des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)
- Mtx : représente le montant total des marchés de travaux, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux), éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires par application des dispositions de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Dans le cadre de notre opération, la valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.5%

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté Ecart est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

- Si $\text{Ecart} < \text{ou} = \text{Eo}$, le contrôleur technique perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.
- Si $\text{Ecart} > \text{Eo}$, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$$R = 10 \times F_i \times (\text{Ecart} - \text{Eo})$$

Dans laquelle F_i représente le forfait initial de rémunération du contrôleur technique en euros HT.

La réfaction est notifiée au contrôleur technique par ordre de service.

Les dispositions concernant la réfaction sur la rémunération du contrôleur technique ne sont applicables que si les éléments remis à ce dernier en fin de phase de conception sont suffisants pour lui permettre d'établir un rapport de fin de phase de conception complet.

Sera considéré comme suffisant (sauf avis contraire circonstancié du contrôleur technique), tout dossier dont le contenu sera au moins celui d'une étude de projet au sens de l'article D2171-10 du Code de la Commande Publique.

E CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

18 Retenue de garantie ou cautionnement

Sans objet

F RECEPTIONS DES PRESTATIONS

Les opérations des vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions de l'article 29 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Prestations Intellectuelles.

G

DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION

Dans le cas où elle ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage pourra déclarer l'entreprise défaillante et constater la résiliation de plein droit du présent contrat.

L'exécution des prestations pourra alors être poursuivie par toute autre entreprise au choix du Maître d'ouvrage.

Un constat contradictoire des prestations, d'ores et déjà effectués, à la date de résiliation, devra être dressé en présence de l'entreprise.

Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit de l'entreprise en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié à l'Entreprise.

L'entreprise étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont elle serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des prestations, seront de plein droit imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restantes dues à l'entreprise défaillante.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance du titulaire résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues au titulaire après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par l'entreprise, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

Enfin, le Maître d'ouvrage aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché du titulaire dont le retard d'exécution de sa prestation serait soit égal ou supérieur à deux mois.

Dans ce cas, il sera retenu à l'entreprise, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des prestations restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des prestations se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi.

Les titulaires ne peuvent, pour leur part, prétendre à aucune indemnité, dans les cas suivants :

- au cas où le contrôleur n'exécuterait pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent marché, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les 15 jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement.

- au cas où le contrôleur étant une personne physique celle-ci viendrait à décéder ou encore ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission notamment :

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

- au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, commercial, foncier ou financier, et notamment, mais de manière non limitative, en cas d'impossibilité d'obtenir ou de réunir le financement, ou en cas d'absence de perspectives commerciales.

- en cas de sursis à statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Plus généralement le présent contrat pourra être résilié dans les conditions et suivant les modalités figurant aux C.C.A.G./P.I.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extra judiciaire (à l'exception de celle prévue pour le 1^{er} cas visé).

La présente clause est dictée en faveur du maître d'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

⇒ Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage se réserverait le droit de suspendre l'opération, le contrat serait alors réputé suspendu et non résilié et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de trois (3) ans à compter de la notification de la suspension, l'exécution du présent contrat serait alors reprise.

⇒ Si, à l'expiration du délai de trois (3) ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le contrat se trouvera alors résilié de plein droit.

⇒ En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au contrôleur technique seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie.

H REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Madame la Directrice Générale
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
45 rue Cognacq-Jay - 51092 REIMS CEDEX

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

I DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

Article du CCAP	Dérogé à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles
3.6.2	3.6
B	4.1
C9.2.2 b	11
C9.3	11.7
C9.3.2	43 et 43.2
D	14.1.2 et 14.1.3
16	14.1.1

b) Normes françaises homologuées et autres normes

Néant